

La voix de l'opposition de gauche

Le 27 août 2018

CAUSERIE ET INFOS

Do you like music (up in this page) ? It gives peaceful mind we need to think in this crazy world !

- [Causerie au format pdf \(pages\)](#)

Encore une fois sur les deux clans de l'oligarchie anglo-saxonne qui s'affrontent.

Le cadre ou l'origine de cet affrontement.

L'accumulation du capital ou la concentration des richesses entre les mains d'une infime minorité de capitalistes est le produit d'un processus dialectique matérialiste et historique inconscient dont fait partie le développement du capitalisme et ses lois de fonctionnement, ainsi que la lutte des classes.

Les contradictions du système économique capitaliste qui sont inhérentes aux rapports établis entre les classes depuis son avènement, il y a de cela déjà plusieurs siècles, reposaient en pratique de son origine à nos jours sur le principe de l'inégalité entre les classes que rien ni personne n'a jamais pu justifier ou faire respecter autrement qu'en recourant à la force ou à la répression. Ces différents facteurs vont se combiner et se traduire par des conséquences sociales et des injustices de plus en plus insupportables, que la majorité des exploités et des opprimés qui composent les peuples seront amenées inévitablement à contester violemment.

D'où la nécessité pour l'oligarchie financière qui domine le capitalisme de renforcer toujours et encore son pouvoir politique, de le confisquer aux peuples, de manière à ce qu'ils ne puissent plus contester ou menacer sa domination de classe ou ne soient tentés d'envisager un changement brutal de régime, qui ne pourrait être que basé sur l'inversion des rapports entre les classes, prélude à l'éradication du capitalisme de la surface de la terre, à la fin du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, puisque le capitalisme ou sa version mondialisée, l'impérialisme, en écrivait le dernier chapitre ou parachevait le cycle du règne de la nécessité, qui précède celui enfin atteint de la liberté. On pourrait s'interroger et se demander à quand remonte le début du règne de la nécessité, mais là n'est pas notre objet, cela nous entraînerait trop loin, bien au-delà de l'existence de l'homo sapiens ou du paléolithique.

Ce tableau décrit la réalité, c'est en quelque sorte un constat reposant sur des faits, et non une interprétation, une théorie issue d'une doctrine, un discours partisan, excepté un élément subjectif qui fait l'objet de polémiques interminables ou que certains contestent, à savoir, que rien ne dit que les peuples seront amenés un jour à contester l'existence du régime capitaliste ou le sort qu'il leur réserve, dans la mesure où il a octroyé des conditions qui le rendent supportable à la majorité.

Si cela permet effectivement d'expliquer en partie pourquoi il est parvenu à durer si longtemps, tout d'abord rien ne dit que ces conditions demeureront aussi favorables dans l'avenir, et si le contexte général dans lequel se situent ces conditions ne va pas se détériorer de telle sorte que c'est l'ensemble de la société qui leur apparaîtra insupportable, sans compter qu'en contrepartie des avantages matériels qui leurs sont concédés ils doivent subir des sacrifices à côté desquels ces privilèges ont un goût de plus en plus amer, alors de là à ce qu'un jour ils prennent conscience que leurs aspirations les plus chères ont toujours été bafouées et qu'ils exigent qu'elles se réalisent, n'a rien d'une hypothèse improbable.

On peut certes bénéficier de conditions privilégiées qui nous rendent la crise du capitalisme supportable, mais quand la société toute entière sombre dans la médiocrité et la décadence, quand sa décomposition s'accélère et touche absolument tous les domaines au point de devenir angoissante et imprévisible sans que rien ne semble pouvoir la stopper, on peut imaginer que la tension ou le profond malaise, la révolte qui en découle, se répercutera sur l'ensemble des membres des différentes classes exploitées quelle que soit leur condition ou leur statut, car personne n'a souhaité un jour vivre dans une telle société, donc la question de s'en débarrasser devrait finir par hanter la tête de la majorité d'entre eux, si elle ne leur a pas déjà traversé l'esprit.

L'avilissement progressif et l'asservissement total de l'homme auquel conduit le naufrage du capitalisme, le néolibéralisme, le développement des inégalités sociales et des injustices dans des proportions monstrueuses, est incompatible avec l'existence de la civilisation humaine et porte atteinte aux intérêts les plus fondamentaux de chacun d'entre eux, aussi est-il permis de penser que la majorité d'entre eux en prendront conscience à temps, c'est tout du moins le seul espoir sur lequel repose notre salut.

Si maintenant on nie ou on rejette ce facteur, il n'y a plus qu'à s'avouer vaincu d'avance et cesser le combat. A chacun de choisir en toute conscience, quel sens il entend donner à sa vie, et quel destin il souhaite pour lui et les générations futures.

C'est un combat très difficile à mener, parce qu'il faut s'attaquer aux faiblesses inhérentes à la nature humaine sans heurter la susceptibilité des personnes concernées, mais on peut le gagner si on sait y mettre la forme, si nous faisons preuve de la même détermination que nos ennemis. Et puis dans ce domaine comme dans tous les autres, il faut avant tout faire preuve de logique pour briser les obstacles qui empêchent la majorité de prendre conscience de la nécessité d'un changement de régime. Si on ne croit pas dans sa capacité à y parvenir on est foutu. La logique et la méthode, la patience et la persévérance peuvent venir à bout des obstacles ou des esprits les plus retors.

Deux clans, deux stratégies, un unique objectif

Le clan Obama-Clinton-feu Mc Cain n'intègre dans sa stratégie ni un effondrement du capitalisme, ni un affrontement direct entre les classes qu'il considère comme des options, il s'appuie d'une part sur les médias et les réseaux (a)sociaux pour mener leur guerre idéologique et psychologique contre les masses, la fabrique du consentement, et d'autre part sur les centristes et la social-démocratie dégénérée, les partis de la gauche et de l'extrême gauche institutionnelle qu'il instrumentalise au moyen du communautarisme, ce qui permet de les diviser et de les affaiblir, cela vaut pour l'extrême droite et les mouvements populistes de droite, et il envisage sérieusement une guerre en Europe de l'Otan contre la Russie.

Le clan Trump intègre l'effondrement du capitalisme en sachant que la réindustrialisation des Etats-Unis est un leurre, et se prépare à un affrontement direct entre les classes en soutenant les mouvements populistes de droite qui peuvent être alliés à l'extrême droite et qu'il instrumentalise, estimant que l'influence des médias et des réseaux (a) sociaux est amenée à diminuer inexorablement et que la contestation des institutions ainsi que le régime drastique imposé aux masses conduisent à leur radicalisation et à une explosion sociale à laquelle il faut se préparer pour l'écraser, il considère que le communautarisme présente plus d'inconvénients que d'avantages à ce stade, tout en conservant en option une nouvelle guerre mondiale qu'il souhaite éviter pour le moment.

Le clan Obama-Clinton-feu Mc Cain privilégie cette tactique pour parvenir à renforcer le pouvoir des institutions supranationales au détriment des Etats, tandis que le clan adverse penche pour la privatisation des Etats, qui dans les deux cas seraient gouvernés par une bureaucratie sous un régime de type totalitaire.

Le clan Obama-Clinton-feu Mc Cain exclut la Russie de son plan, il estime qu'elle doit se soumettre, tandis que le clan Trump veut l'intégrer dans son plan, tout en lui permettant d'y participer selon ses spécificités ou ses besoins de manière à pouvoir mieux la contrôler.

Le clan Trump entend se servir de la lutte des classes tant qu'elle ne remet pas en cause l'existence du capitalisme, tandis que le clan Obama-Clinton-feu Mc Cain veut la neutraliser, ce qui va à l'encontre du processus historique et des intérêts des capitalistes, puisque la lutte des classes a toujours été associée au développement du capitalisme au lieu de constituer une entrave à son développement.

Maintenant quel sort réservent-ils au système économique mafieux qu'ils ont mis en place ?

Le clan Obama-Clinton-feu Mc Cain s'en sert pour vampiriser l'économie productive quitte à fausser les rapports entre les classes dans des proportions aussi monstrueuses que les inégalités qui en découlent, engendrant des tensions sociales et politiques soudaines qui peuvent prendre une tournure incontrôlable, mais surtout elle contribue à accélérer la crise du capitalisme dont certains Etats sont incapables de gérer les conséquences, de soutien au capitalisme en faillite, elle se transforme en menace pour son existence, c'est ce que pense le clan adverse qui préfère l'employer autrement.

On sait que tout accroissement de la concentration du capital se traduit par une baisse du taux de profit, donc en alimentant ce processus, en l'accéléralant le système économique mafieux fragilise le capitalisme qui ne peut plus s'en sortir qu'en produisant toujours plus pour consommer toujours plus, ce qu'ils appellent la croissance, alors que ce rythme à terme est insoutenable et susceptible d'entraîner l'explosion du marché mondial, d'autant plus qu'il y a toujours plus de pauvres ou de gens insolubles dans le monde ou encore endettés jusqu'au cou. C'est la raison pour laquelle Trump veut privilégier l'emploi aux Etats-Unis, à la fois source de plus-value et favorable à la consommation. A suivre.

Comment pensent les supporters de Macron, qui sont-ils ?

Un internaute qui a posté un commentaire dans le blog Les Crises fournit une indication...

- "Il faut arrêter avec ce discours de "la droite, ce sont les méchants capitalistes; et la gauche, ce sont les gentils humanistes".

La gauche et la droite sont des concepts bidons. Je ne veux pas un politique de droite ou de gauche ou du centre ou de l'extrême ou de n'importe où. Je veux juste quelqu'un qui prend les décisions qui lui semble les meilleures, peu importe si la solution vient de chez Obama ou Poutine ou Xi Jinping ou de René du bistrot du coin. Si ça marche, c'est la seule chose qui m'intéresse. (...)

Les gens ne devraient pas penser en terme de politique de gauche, politique de droite. Il devrait plutôt essayer de réfléchir à la meilleure politique dans tel et tel domaine. (...)

De gaulle est vu comme quelqu'un de droite, pour moi il est tout simplement quelqu'un qui n'a oeuvré que pour le bien de son pays, de sa patrie."

LVOG - Vous avez raison Macron en est le digne héritier au sommet de la Ve République...

Comme quoi ils ne savent même plus ce que signifie être de gauche.

- " *La logique de la gauche est le partage des richesses, la lutte contre les inégalités. (...) La logique de la droite, c'est que c'est le mérite qui permet à chacun de réussir, et donc les riches peuvent être plus riches sous la droite, car ils le méritent.*"

LVOG - Sinon ils ne seraient pas riches, on appelle cela un sophisme ou du vent !

Ils sont tous de droite les lecteurs petits bourgeois de ce blog.

- *"Je suis d'accord avec vous sur le fait que De Gaulle avait appliqué une bonne politique économique pour la France, qui était dans l'intérêt de tous les citoyens."*

Un Internaute précise.

- *"De Gaulle n'a pas eu le choix à la sortie de la guerre. Les maquisards disposaient des armes, et le pays était au bord de l'embrasement. S'il a lâché les acquis de l'époque, c'était uniquement pour éviter la révolution. D'ailleurs, le PC stalinien de l'époque l'a bien aidé et à tout fait pour désarmer les résistants communistes."*

LVOG - Bref, le PC était déjà de droite et de gauche, cela vous fait penser à quelqu'un, n'est-ce pas ? Macron est bien le digne héritier de de Gaulle...

Le saviez-vous ?

Plus de 1,5 million de réfugiés syriens ont déjà pu regagner leur foyer a déclaré jeudi 23 août l'ambassadeur russe auprès de l'Onu, Vassili Nebenzia. sputniknews.com 24.08

Faites-le savoir...

Et dire que le Danemark aurait un modèle social idyllique, éthylique serait plus juste !

- Dans quels pays la population consomme-t-elle le plus d'alcool? La réponse est inattendue...- sputniknews.com 24.08

Des chercheurs de l'Université de Washington ont déterminé les nations qui consommaient le plus d'alcool au monde, indique la revue Lancet.

Les scientifiques ont examiné les données de 28 millions de personnes de 195 pays. Cette recherche s'est étalée de 1990 à 2016.

Ils ont découvert qu'au Danemark, il y a le plus grand nombre de consommateurs d'alcool. 97% des hommes et 95% des femmes boivent régulièrement des boissons alcoolisées. Une situation similaire est observée dans des pays tels que l'Allemagne et la Norvège.

Mais du point de vue de la quantité de l'alcool consommée par jour, les Européens de l'Est sont les leaders. Parmi les hommes, ce sont les Romains, avec 8,2 unités d'alcool quotidiennement. Quant aux femmes, ce sont les Ukrainiennes qui occupent la première position, avec 4,2 unités. Une unité d'alcool équivaut à 10 grammes d'éthanol, soit une canette de bière, un petit verre de vin ou un shooter d'une boisson forte. sputniknews.com 24.08

Boycott des bétailières !

- Les bagages en cabine deviennent payants chez Ryanair - euronews 24 août 2018

Ryanair a décidé de faire payer à ses passagers le droit d'emporter une petite valise, que ce soit en soute ou en cabine, poussant encore un peu plus loin le modèle low-cost et ses critères de rentabilité.

Jusqu'à présent, les passagers de la compagnie irlandaise pouvaient emporter avec eux gratuitement une petite valise ainsi qu'un petit sac supplémentaire.

Mais la compagnie à bas coût a expliqué dans un communiqué publié jeudi soir que ses clients devraient dorénavant payer un embarquement "prioritaire", facturé 6 euros par voyage et par personne, pour avoir le droit d'emporter une petite valise en cabine.

Les passagers qui ne choisiront pas cette formule pourront sinon faire enregistrer leur petite valise en soute, mais cela sera aussi payant, à hauteur de 8 euros par bagage au moment de la réservation.

Dorénavant, les passagers ne pourront donc emmener gratuitement qu'un petit sac, comme un sac à main ou un petit sac à dos pouvant être placé sous le siège.

L'entreprise irlandaise a expliqué vouloir ainsi réduire les délais à l'embarquement.

L'un des critères de rentabilité important pour une compagnie low-cost est en effet le temps de rotation de ses appareils.

Pour augmenter le nombre de vols quotidiens, amortir l'ensemble des coûts fixes et rentabiliser la flotte, chaque avion doit passer le moins de temps possible au sol - environ 30 minutes pour un low-cost - entre deux vols.

Les bagages payants signifient plus de revenus mais aussi, s'ils sont moins nombreux, un temps de chargement et de déchargement réduit. Et moins de poids dans l'avion, rimant avec une consommation de kérosène plus basse.

Si le bagage en soute constitue déjà une variable d'ajustement pour de nombreuses compagnies, le bagage dit "cabine", pouvant se ranger dans les compartiments situés au-dessus des sièges, reste gratuit.

Le principal concurrent de Ryanair, la britannique easyJet, propose ainsi toujours un bagage à main par personne à bord, sans limite de poids, mais respectant certaines dimensions.

Enregistrer sa valise en soute était au contraire déjà systématiquement payant pour les compagnies à bas coût, là où ce service est compris dans le prix du billet pour les compagnies traditionnelles.

Mais ces dernières s'adaptent elles aussi : certaines - comme Air France - proposent à présent des tarifs "light", avec un bagage en soute en option payante sur des vols transatlantiques, afin d'aligner leur prix d'appel sur celui de leurs redoutables nouvelles concurrentes, les compagnies low-cost longue distance.

Depuis quelques mois, Ryanair prenait à la porte d'embarquement une partie des petites valises que les passagers prévoyaient d'emmener en cabine et les transportait gratuitement en soute, faute de place suffisantes dans les compartiments à bagages au-dessus des sièges, selon elle.

Mais cette politique "qui a conduit à l'étiquetage de jusqu'à 120 valises gratuitement aux portes d'embarquement a conduit à des retards de 25 minutes environ", a expliqué la compagnie.

Pour mettre fin à ce problème, elle prévient qu'à partir du mois de novembre, "il n'y aura plus d'étiquetage gratuit des bagages à la porte d'embarquement". Concrètement, cela signifie que les passagers devront avoir payé préalablement soit pour un embarquement prioritaire, soit pour un bagage en soute.

Ryanair autorisait les passagers à emmener une petite valise et un petit sac gratuitement depuis 2013 et le lancement de sa politique "Always Getting Better". Ce programme d'amélioration du service visait à rendre plus aimable une compagnie jusque-là connue pour la rudesse de ses conditions de voyage.

Cette politique a connu du succès et contribué à doper le trafic de Ryanair, devenue depuis la première compagnie aérienne en terme de passagers transportés en Europe.

L'entreprise est confrontée cependant à une fronde sociale inédite de son personnel depuis l'an passé et a entrepris de négocier avec des syndicats pour répondre à une partie des demandes d'amélioration des conditions de travail, ce qui va lui occasionner des coûts supplémentaires.
euronews 24 août 2018

Ryanair vous annonce que pour compenser les hausses de salaires que ses actionnaires ont généreusement accordées au personnel et qui amputent leurs dividendes, les personnes de plus de 65 kilos ne seront plus admis à voyager dans nos avions afin de réduire la facture de kérosène, j'anticipe...

Hollywar ou la société du divertissement.

- La fabrique de l'ennemi par le cinéma américain avec Pierre Conesa - Les Crises 25 août 2018

Le cinéma est-il la continuation de la guerre par d'autres moyens ? Pierre Conesa, ancien haut fonctionnaire au ministère de la défense, publie "Hollywar : Hollywood, arme de propagande massive" (Robert Laffont, mai 2018)

"Ce qui frappe aux États-Unis, c'est la masse des mauvais films : ce sont eux qui fabriquent l'opinion." Pierre Conesa

Ancien haut fonctionnaire au ministère de la Défense, spécialiste des questions stratégiques et militaires, Pierre Conesa porte un regard géopoliticien sur un vaste catalogue de films américains qu'il analyse dans Hollywar : Hollywood, arme de propagande massive.

S'inscrivant dans un axe du bien et du mal, dessiné par Washington, le cinéma américain a distribué successivement le rôle du méchant, aux noirs, aux indiens, aux mexicains, aux communistes, avant d'incarner à l'écran la figure de « l'Arabo-irano-terroristo-musulman » qui fait aujourd'hui peur au monde entier.

"C'est le cinéma qui fait le récit national américain. Ce récit fait comme nous avec Michelet : le pays est une image d'une réalisation divine sur terre et donc l'autre, ne peut être qu'un envieux, un ennemi, une menace, un porteur de vice." Pierre Conesa (Source : France culture, Pierre Conesa, 13-06-2018) Les Crises 25 août 2018

Commentaires d'Internautes

1- Non seulement le cinéma américain fabrique l'ennemi mais encore il fait des USA un ennemi idéal aux yeux de ses ennemis potentiels et même il leur donne des idées.

Dans Indépendance Day, le héros se sacrifie pour sauver la terre des extra-terrestres et il est vénéré pour son geste, littéralement porté aux nues, très exactement comme un djihadistes attend que son sacrifice le mène au ciel.

Le problème de la violence, c'est qu'elle est réciproque.

Les bons des films américains (et autres...) sont plus méchants que les méchants qu'ils combattent. Ça leur permet de « vaincre »...

2- "L'enfer du devoir", le film le plus honteux de l'histoire récente où même la fillette yéménite sur béquilles sort un flingue pour tirer sur les gentils militaires américains, forcés alors de commettre un massacre.

Une bouse pareille, faut voir les notes qui lui sont attribuées par les critiques et les spectateurs par chez nous, et alors seulement on comprend l'ampleur du lavage de cerveau.

Confortablement installés dans nos canapés on regarde ça d'un oeil impavide et vient la scène tellement extravagante que clic! le cerveau se rallume malgré tout et qu'on réalise que tout ça n'est que propagande. Ils sont forts quand même, Hollywood.

3- Comme si le cinéma français, exposant bourgeois et fils de bourgeois, ne servait pas non plus les buts de celui qui produit le film. Avec la spécificité française que l'argent des impôts des ouvriers sert à financer des films montrant des bourgeois qui s'ennuient parce qu'ils ont la vie trop facile. Mais enfin si en plus les Français ou leurs enfants sont assez aliénés pour payer pour aller voir ca...

LVOG - La question est plutôt de savoir pourquoi et de le combattre, car si vous en restez là, vous allez détester la terre entière...

4- En plus du cinéma, les séries télévisées qui sont prisées et beaucoup plus accessibles (il suffit d'allumer le "poste" jouent également leur rôle de propagande et de formatage des esprits.

Regardez les deux épisodes de "Chapeau melon et bottes de cuir" intitulés "Le long sommeil" que rediffuse Arte en ce moment. Cela met en scène des Russes et cela de passe en France. Énormes clichés sur les Russes (bon, c'était pendant la période URSS) et sur les Français souvent tournés en ridicule et victimes de la bureaucratie alors que les anglais sont beaux, courageux, efficaces, etc.

C'est très visible dans ces deux épisodes qui datent et dont on décèle du coup assez facilement les grosses ficelles.

LVOG - Ce genre de séries était très bien réalisé et tourné, plans, images, paysages et décors, personnages soignés, voire dandys, rythme, enchaînement et durée de chaque scène ou action millimétrée et sans temps morts ou longueurs, dialogues brefs et percutants, où humour et dérision, légèreté et gravité sur fond social ou politique se côtoyaient, de sorte que le téléspectateur était littéralement scotché à l'écran pour ne pas perdre une miette du scénario pour tenter de résoudre lui-même l'énigme qu'on lui soumettait, transformé en policier pour découvrir le coupable, sans s'apercevoir qu'insidieusement il servait à légitimer le régime en place, son appareil policier, sa politique impérialiste, sans qu'il réagisse ou n'offre la moindre résistance comme si passivement il s'y accoutumait, ce qui évidemment influencerait inconsciemment son interprétation de la situation et de sa condition.

Si dans son insouciance ou inconscience il arrive à se distraire en jouant les détectives au côté des agents du MI6 ou 5, de la CIA ou du FBI, de la DGSE ou DGSII, il n'en faudra pas beaucoup plus pour qu'il adopte un état d'esprit policier ou justifie l'existence de ces officines du crime.

Cela participe de la fabrication du consentement, de la résignation à combattre pour un changement de société.

5 - N'oublions pas que le plan Marshall, au sortir de la 2e guerre mondiale, obligeait l'Europe à accepter un gros quota de films US, comme par hasard...

LVOG - Plus largement, il était stipulé que la majorité de la somme allouée aux différents Etats devait servir à acheter des marchandises made in USA.

Totalitarisme. Le fichage politique ne date pas d'hier.

- Affaire Eu Disinfo Lab, par Isabelle Attard - Les Crises 25 août 2018

Avec l'affaire EU Disinfo Lab, le secrétaire d'État Mounir Mahjoubi et les anti-complotistes complotistes (à moins que ce ne soit l'inverse) ont tout fait pour minimiser la gravité du fichage politique des twittos ayant réagi au scandale Benalla (...)

...nous devons réfléchir aux utilisations futures des fichiers actuellement constitués même s'ils peuvent sembler anodins aujourd'hui.

Les deux exemples français ci-dessous prouvent qu'ils ne restent que rarement dans 1 tiroir et qu'ils sont le plus souvent utilisés pour répertorier les opposants politiques, vrais ou supposés. Le premier recense les anarchistes français et fut réalisé par A. Bertillon en 1893 & 1894.

Rappelons le contexte : Suite aux répressions sanglantes des manifestations ouvrières (Chicago 1886 ; Fourmies 1891) des anarchistes décident d'actions ciblées contre les pouvoirs étatiques et capitalistes, la « propagande par le fait ».

En France A. Bertillon, chef du service photographique de la préf de police de Paris, crée un fichier de 417 hommes & femmes considérés comme anarchistes. Les critères pour être dans ce fichier étaient assez flous : abonné à une revue libertaire ou simple sympathisant.

Ce fichier des anarchistes (<http://www.imagespensees.org/memoires/article/fichier-des-anarchistes> ...) est consultable aujourd'hui car le Metropolitan Museum of Art de New York a ouvert l'an dernier ses archives sous forme de fichiers téléchargeables et réutilisables.

En réaction aux attentats anarchistes, le parlement votent les 3 tristement célèbres #LoisScélérates le 28 juillet 1894. La 3ème permet d'interdire la diffusion de journaux anarchistes comme "Le Père peinard" d'Emile Pouget et "Le Révolté" d'Élisée Reclus.

La 2ème permet d'inculper tout membre ou sympathisant. Elle encourage également la délation. Elle est votée le 18 décembre 1893. Il en découle début 1894 l'arrestation de nombreux anarchistes sur la base du fichier Bertillon comme Paul Reclus, Sébastien Faure ou Félix Fénéon.

Les antimilitaristes et le « carnet B » Bien avant le début de la 1ère guerre mondiale le gouvernement français s'inquiétait d'une possible démobilisation nourrie par les antimilitaristes. Une liste d'environ 1800 suspects à arrêter immédiatement en cas de mobilisation est alors établie.

Ce fichier, répondant au nom de code de "Carnet B" (https://fr.wikipedia.org/wiki/Carnet_B) regroupait les antimilitaristes les plus virulents, des chefs syndicaux ou encore des membres de la SFIO qu'il était prévu d'emprisonner dès le déclenchement des hostilités.

Créé dès 1886 par le général Boulanger pour ficher les potentiels espions, Georges Clemenceau réoriente le carnet à partir de 1907 pour surveiller surtout les anarchistes et antimilitaristes.

En 1909, le ministère de l'Intérieur décide d'ajouter au Carnet B tous les Français susceptibles d'entreprendre des actions antimilitaristes pouvant troubler l'ordre public ou gêner la mobilisation

Jean-Pierre Deschodt (<https://journals.openedition.org/ccrh/3567>) décrit les différentes catégories de personnes inscrites dans le carnet B, je cite :

– les anarchistes & syndicalistes : les amis de Sébastien Faure, des individus violents et exaltés pouvant occuper les fonctions de secrétaire de la Bourse du travail. Propagandiste excité faisant des provocations contre les militaires, favorables à l'insoumission & aux grèves

– les communistes : Organiseurs de manifestations communistes, meneurs de grèves, apôtres de la guerre civile, secrétaires du rayon communiste, présidents d'un syndicat municipal communiste, apologie de faits qualifiés de crime et membres du comité central ;

– les autonomistes : francophobie, autonomisme breton, agitateur autonomiste manifestant des sentiments germanophiles. Roger Salengro (futur ministre du Front populaire) & Victor Pengam secrétaire général de la bourse du travail de Brest font partie du carnet B .

Voici comment Pengam est dépeint : « propagandiste anarchiste et antimilitariste des plus militants. L'un des chefs du mouvement révolutionnaire (secrétaire général de l'Union régionale des syndicats et de la Bourse du travail de Brest). [...] Secrétaire général du nouveau syndicat anarchiste des ouvriers du port. Ouvrier à l'arsenal. Serait susceptible de faire du sabotage en cas de mobilisation. (...) Mesure à prendre en cas de mobilisation : à arrêter»

L'existence de ce fichier, sensé resté secret, fuita dans la presse en 1912. Les militants & sympathisants anarchistes et syndicalistes purent imaginer quel serait leur sort : camp d'internement (<https://www.editionsquartmonde.org/rqm/document.php?id=6028> ...) (env. 70 en France pdt 1ère guerre) ou exécution...

Finalement ce carnet ne fut pas utilisé en 1914 pour arrêter les antimilitaristes. La CGT et la SFIO se ralliant au patriotisme de l'Union sacrée. (Ils se chargeront de faire la police à leur place dans leurs rangs. - LVOG)

Mais il est intéressant de noter que ce carnet B ne disparut pas avec la 1ère guerre mondiale. Il fut conservé au siège de la Sureté nationale à Paris puis saisi en 1940, par l'Abwehr, le service de renseignement de l'état-major allemand... Rien ne se perd en somme, et c'est bien ça le problème... « Celui qui ne connaît pas l'histoire est condamné à la revivre » Karl Marx. Les Crises 25 août 2018

Parole d'Internaute.

A propos des médias.

1- Un journaliste, de métier, apprend (à l'école du journalisme) à être une péripatéticienne du "système libéral".

Soit il s'en rend compte, soit il ne s'en rend pas compte.

S'il ne s'en rend pas compte, il croit être libre et faire de l'information; alors qu'il n'est qu'un idiot et dangereux pour la population.

Et s'il s'en rend compte, que fait il ?

Il joue, présentement, à la victime; ce qui aggrave son cas.

Il lui reste à rejoindre le “complotisme”, s’il est “un Homme”.

LVOG - Ou changer de métier...

2- Je ne sais que dire sur la naïveté de ce journaliste et de ses collègues, quand on est capable de se trouver dupé de cette manière on ne s'étonne plus d'avoir une presse complètement asservi économiquement et idéologiquement.

Ils se sont livrés complètement à ceux qui cherchaient à les faire taire, et ne commencent, pour les plus suspicieux, que maintenant à se demander si ils ne sont pas tombés dans un traquenard...

Non sérieusement je ne sais si je dois éclater de rire ou halluciner devant un exemple de manque d'instinct de survie de toute une communauté face à ses prédateurs ? Et par delà m'inquiéter pour nous qui ne sommes pas si différents.

LVOG - Maintenant ils ont trop à perdre pour changer, leur carrière, leur statut, etc.

A propos de Hollande, du PS et davantage.

- Le N°1 du PS accuse Macron de trahison, réhabilite Hollande - Reuters 26.08

1- Cela donne à réfléchir : ces politiciens professionnels là sont des girouettes, ils vont là où le vent les pousse, ils se mettent au service du courant d'air présentant le plus d'opportunités. Ils constituent leurs carnets d'adresse, leurs relationnels : c'est leur seul réel capital, leur permettant une progression dans ces appareils politiques pyramidaux que sont les partis grands partis politiques.

L'indignation n'est qu'une façade, la conviction qu'un faire valoir auprès de l'électeur crédule qui croit au scénario sans cesse remis en scène de l'homme providentiel qui sauvera la république.

Triste spectacle que celui de nos démocraties, qui n'ont jamais eu de démocratie que le nom.

LVOG - Comme quoi de plus en plus de gens commencent à s'en apercevoir...

2- Ces gens là sont des professionnels de la manipulation, des transformistes, des “houdini” du paysage politique français.

Bien sûr que la guerre des classes est devenue une chose obsolète, puisqu'ils sont passés depuis bien longtemps à la guerre des places. Guerre des places pour accéder à l'assiette au beurre.

Ce ne sont que des marionnettes dont le “Grand Capital”, comme aurait dit l'ineffable Georges Marchais, tire les fils.

La grande représentation a lieu tous les cinq ans, et le public des “citoyens enfants”, se laisse toujours abuser par les artifices, mis en oeuvre par de tels artistes du camouflage et de la dissimulation.

Mitterrand nous avait débarrassé du parti communiste et de la lutte des classes, Hollande son fils spirituel, qui a de la suite dans les idées (si l'on écoute l'interview de “Caton”) nous aura débarrassé de la gauche.

Par contre, tous deux, nous auront embarrassé (et comment !) d'un parti néo-fasciste qui monte (...)

... le corps électoral n'est pas immunisé contre le danger fasciste, c'est pour cela que la contestation de l'oligarchie se reporte sur un parti d'extrême-droite.

Mais c'est surtout, parce que Mitterrand, Hollande, et consort, n'ont eu de cesse de tuer la gauche dans ce pays, au prétexte qu'il y aurait eu dans ce même pays, un héritage intellectuel trop imprégné de pensée marxiste. Et c'est pour cela, que sous la houlette de l'UE et des lobbies transatlantiques (TAFTA), ces faux hommes politiques de gauche font -depuis le tournant de la rigueur en 1983-, tout pour normaliser ce pays, et lui imposer le "libéralisme économique" à marche forcée (viol de la volonté populaire lors du référendum de 2005, au prétexte qu'il y aurait eu trop de votes rouges-bruns pour le NON, décrets, 49-3, utilisation abusive de l'état d'urgence etc...), pour le macronniser tambour battant.

LVOG - C'est un fait que cet "héritage intellectuel trop imprégné de pensée marxiste" constituait un réel danger pour le régime, mais il a été bradé par ceux qui s'en réclamaient à l'extrême gauche et qui n'eurent de cesse de faire la courte échelle au PS ou au PCF, et le gouvernement PS-PCF qu'ils appelaient de leurs vœux sonnera le glas de leur déchéance finale.

3- Hollande, de "droite"...

Non, comme tous les professionnels de la politique il n'est ni de "droite" ni de "gauche".

Ces postures, ces "valeurs" ne sont qu'un argument commercial (comme pour les lessives : "Lave plus blanc que blanc") et sont uniquement destinées à convaincre l'électeur que la soupe (ou la lessive) est meilleure dans la SARL qui les emploie que chez les concurrents.

Un politicien professionnel n'a qu'une seule véritable motivation : son propre intérêt, le reste n'est que foutaises.

Le jour où la loi imposera aux "Représentants du Peuple Souverain" de rendre des comptes, d'être transparents, d'être révocables à la moindre incartade (sans indemnités, voire même en étant invités à long séjour à Cayenne) et que les décisions crapuleuses soient annulées immédiatement et sans discussion, à ce moment là je réfléchirais à l'opportunité de remettre les pieds dans un isoloir...

Je parle de "représentants", pas "d'élus"... Grosse nuance.

LVOG - Vous avez raison, ils ne sont ni de "droite" ni de "gauche", ce sont des serviteurs du régime...

4- La gauche remet en cause le capitalisme et l'ordre bourgeois, et veut changer le rapport par rapport aux moyens de production. La droite non et se satisfait du capitalisme.

On peut appeler le centre cette idée de sécurité / flexibilité, qui n'est pas de gauche (CSG), et qui est marqué par la droite (libéralisme) ou la gauche (Keynes). Gauche, droite, entre gauche, centre droit : voilà le paysage politique pour l'économie. Quant aux valeurs (mariages, religions, etc), du plus libertaire au plus traditionaliste, c'est un autre (!) clivage droite/gauche qui ne cesse de semer la confusion, car les gens mélange les deux.

En économie le PS est devenu un mélange de centre-gauche (au moins sur son pied gauche) et de centre droit (Hollande, Valls, etc). Le parti s'est droitisé depuis le Vieux sur les questions économiques, mais il est resté "de gauche" dans les mentalités très longtemps. Et cela a pu être le cas car sur les valeurs il est plutôt de gauche. La confusion est totale si on mélange tout !

Depuis les années 80 tout le paysages politiques s'est droitisé (y compris le parti ou je milite, le PCF, en tout cas sur les lignes Laurent-Buffet... Ils sont devenue incapable de parler de classes ou aux prolos, perdu dans les alliances trop larges, et dont les idées ont été popularisé mais dénaturé par Mélenchon). Les conséquences ?

Les grandes forces politiques du pays (EM, LR, FN, FI, PS, Generation.s) ne sont pas de gauche; ils sont soit de droite (LR, EM, FN) soit de centre-gauche. (J'irais jusqu'à dire que Chirac était centre-droit, voir Sarkozy, qui me paraissent moins libéraux que Macron – mais les contextes économiques ne les y ont pas poussé je pense).

Et dans le large spectre du centre-gauche jusqu'à la droite les grandes idées de la gauche n'existent pas. Pas de lutte des classes, pas de mise en cause du capitalisme, personne capable de nous dire "fermons la bourse". Donc le clivage droite/gauche devient en effet caduque, et le rapport "peuple et la démocratie" (politique, économique mais pas dans l'entreprise) devient la seule grande différence. Le problème tel qu'on l'analyse c'est que même les plus souverainistes (que ça soit la FI ou le FN) sont soumis aux mêmes capitalistes, et ne les remettent pas en cause.

LVOG - Autrement dit, ils sont tous de droite. C'est ce qu'avait osé affirmer à haute voix dans plusieurs causeries, ce qui m'avait valu un rappel à l'ordre d'un brave trotskyste lambertiste m'expliquant en substance qu'on devait s'en foutre ou que l'essentiel était ailleurs, ce qui me fit penser plus tard qu'il n'était pas indifférent au discours de Macron...

Personnellement j'estime que si les travailleurs continuent de penser en terme de droite et de gauche, c'est notre devoir de leur expliquer de quoi il en retourne vraiment, ce qui à ma connaissance ne nous écarte pas du terrain de lutte de classes, bien au contraire, encore faut-il aller au bout de notre analyse et préciser qu'être de gauche a une signification bien précise, c'est aspirer à un changement de régime, à en finir avec le capitalisme.

En famille. "Nous pourrions nous entendre (Avec LR - ndlr) dans l'avenir pour contrer Emmanuel Macron", espère une militante LFI. Quel "honneur" !

À Marseille, deux députés LR en terre insoumise - LeFigaro.fr 25 août 2018

Heureux de pouvoir faire «vivre le débat d'idées» au sein de leurs universités d'été, le mouvement de Jean-Luc Mélenchon se targue aussi de prouver qu'il peut rassembler à lui seul l'opposition face à Emmanuel Macron. «On montre que c'est chez nous que ça se passe. Les gens viennent à nous. C'est une démonstration de force», estime un député Insoumis. Ravis d'avoir pu attirer deux élus LR dans leur sillon, les hôtes insoumis ont tenu à choyer leurs invités. (On n'en doute pas... chacun va chercher ses idées là où il peut, c'est révélateur. - LVOG)

«C'est un honneur pour moi d'être à la même tribune qu'une députée Les Républicains», approuve, sourire aux lèvres, le député insoumis Alexis Corbière en introduction du débat sur le service universel obligatoire. Applaudissements nourris des militants présents dans la salle. «Quand on est passionné sur un sujet qui nous passionne, cela vaut le coup de venir en débattre», estime Marianne Dubois, opposée au projet du gouvernement et à l'initiative d'un rapport parlementaire sur le service universel. Peu médiatisée, l'élue LR, qui a suspendu ses vacances en Bretagne pour être présente vendredi à Marseille, s'avoue étonnée par le nombre de caméras, intriguées par sa venue. (On aura compris que la passion du pouvoir était plus forte que leurs convictions. Quand on débat, quand on confronte des idées sur un sujet, en principe c'est pour convaincre l'autre que nos idées sont meilleures que les siennes pour qu'il les adopte, sinon ce n'est qu'une suite de monologues qui ne servent à rien hormis perdre son temps, vous me direz qu'ils sont justement rémunérés pour cela... - LVOG)

«Nous pouvons nous rapprocher sur certains points pour lutter contre le gouvernement, mais nous conservons évidemment nos désaccords qui sont importants», souligne Eric Coquerel. (Il a eu raison de préciser "évidemment" sinon nous aurions eu un doute ! - LVOG) «C'est intéressant de recevoir des élus de l'opposition. Nous pourrions nous entendre dans l'avenir pour contrer Emmanuel Macron», espère une militante. (Vous pourriez même former un front unique ou fusionner, qu'est-ce que vous voulez que cela nous foute franchement ? - LVOG)

Contrairement à celle du PS, un peu agacée de voir le député Boris Vallaud et le député européen Emmanuel Maurel prendre le micro à Marseille, la direction des Républicains ne s'est pas montrée hostile à l'intervention des siens chez les Insoumis. «C'est une décision personnelle qui n'engage pas le parti mais qui a le mérite de faire vivre le débat républicain», glisse un cadre depuis la rue de Vaugirard. Le match retour est donc envisageable aux universités de LR? «Pourquoi pas?» glisse Bastien Lachaud (LFI) devant les caméras. «Il faut voir dans quelles conditions. Ça peut-être piégeux... Franchement, je ne sais pas», reconnaît, un peu moins emballé, Alexis Corbière. LeFigaro.fr 25 août 2018

- Olivier Marleix, un Républicain chez les Insoumis - Le Point.fr 25 août 2018

Extraits.

Olivier Marleix (LR) - De plus, sur un sujet comme la défense de notre industrie, face à une mondialisation financière débordante, brutale, et peu soucieuse de l'humain, tous les Français devraient se retrouver. Si vous dites que, face à cela, il faut un capitalisme français qui se base sur une baisse des charges, et donc une baisse de la dépense publique en amont, vous ne vous faites pas forcément lyncher ici ! (...) (Ah ben encore heureux ! - LVOG)

On peut, comme tous les Français, vouloir défendre notre système de production et ne pas défendre les mêmes moyens que l'on se donne pour le faire. C'est la contradiction sur laquelle butent les Insoumis : ils pleurent au rachat d'une grande entreprise par les étrangers, mais je ne vois pas ce qu'ils proposent, si ce n'est le retour du grand marxisme. D'ailleurs, personne n'a crié « nationalisation » durant la table ronde...(...) (Soumission oblige ! - LVOG) C'est une tradition ancienne en politique que de débattre entre adversaires politiques, on le fait tous les jours à l'Assemblée nationale. Et je me souviens d'une convention de l'UMP où Nicolas Sarkozy avait invité Bernard Thibault, à l'époque secrétaire général de la CGT. (Normal, ils étaient compatibles ! - LVOG)

Et puis cette table ronde a été l'occasion pour Les Républicains de porter une parole : je ne veux pas laisser à Mélenchon le monopole de la réflexion sur la critique de la mondialisation financière, sur l'abandon de la souveraineté. Ce sont des sujets sur lesquels la droite doit redéfinir ses valeurs et ses convictions. Donc, je suis là pour nous faire entendre aussi. À partir de là, qui utilise qui ? Le Point.fr 25 août 2018

Ils fournissent un argument à ceux qui prétendent que le régime serait démocratique, dont Macron et LREM, vous avez la réponse à votre question. Maintenant si vous êtes sûr qu'il y a des oreilles pour vous "entendre" à LFI, on ne vous contredira pas.

Libération s'inquiète ou quand le "rêve européen" est un cauchemar.

- Le rêve européen de Macron peu partagé par les Français - Libération 26 août 2018

Macron peut-il en attendre un nouveau rebond dans l'opinion comparable à celui de l'an dernier ? Dans un climat morose et une conjoncture dégradée, cela sera difficile. Le sondage Viavoice publié ce lundi par Libération incite à la prudence : interrogés sur ce que devraient être, selon eux, les priorités de l'exécutif, les sondés ne sont que 8 % à citer la refondation de l'Europe, très loin

derrière l'emploi, le pouvoir d'achat ou la lutte contre la pauvreté. On voit mal, dans ces conditions, comment les Français pourraient applaudir aux sacrifices auxquels on leur demande de consentir au nom de la discipline européenne en matière de déficit public.

Nullement découragés, les chefs de la majorité LREM veulent croire qu'il est encore temps de convaincre que l'Europe est la réponse aux grands défis du moment, qu'il s'agisse du commerce international ou de l'immigration. Le moins que l'on puisse dire, c'est que l'année passée n'aura pas permis de progrès notables. Les migrants naufragés pourraient en témoigner... Le chef de l'Etat et sa majorité n'ont plus que neuf mois - c'est très court - pour installer l'idée que l'enjeu des européennes se résumera au choix, passablement binaire, entre l'Europe de Macron et celle des nationalistes. Libération 26 août 2018

Trumpets and trumperies

- Les États-Unis annulent 200 millions d'aide aux Palestiniens, "à la demande" de Donald Trump - Le HuffPost 25 août 2018

Voilà qui ne devrait pas arranger la situation sur place. Les Etats-Unis ont annoncé vendredi l'annulation de plus de 200 millions de dollars d'aide aux Palestiniens, une décision dénoncée par les autorités palestiniennes comme étant "anti-paix".

Les relations sont gelées entre Washington et l'Autorité palestinienne depuis l'annonce par Donald Trump, fin 2017, de sa reconnaissance unilatérale de Jérusalem comme capitale d'Israël. Les Palestiniens refusent depuis tout contact avec l'administration américaine et lui dénie tout rôle de médiateur dans le processus de paix avec Israël.

En réponse, Donald Trump avait annoncé fin janvier qu'il allait conditionner le versement de l'aide aux Palestiniens à leur retour à la table des négociations, bloquant alors les 215 millions de dollars que l'administration américaine devait investir en 2018 à Gaza et en Cisjordanie occupée pour l'aide humanitaire et au développement. Les Etats-Unis avaient aussi déjà drastiquement coupé en janvier leur contribution à l'UNRWA, obligée depuis de licencier plus de 250 employés. Le HuffPost 25 août 2018

- Pas de "progrès en matière de dénucléarisation" : Trump annule le voyage de son secrétaire d'Etat en Corée du Nord - Franceinfo

Mike Pompeo avait annoncé jeudi qu'il se rendrait pour la quatrième fois à Pyongyang la semaine prochaine. Franceinfo

- L'immunité garantie au directeur financier de la Trump Organisation - Reuters

Le parquet américain a accordé une immunité à Allen Weisselberg, directeur financier de la Trump Organisation, dans le cadre de l'enquête sur Michael Cohen, ancien avocat personnel du président des Etats-Unis, rapporte vendredi le Wall Street Journal. Reuters

- Les trolls russes mêlés à la propagande des anti-vaccins - LePoint.fr

Ce qui les ronge.

- Tempête après tempête, les républicains restent fidèles à Trump - AFP 26.08

"L'étau se resserre", "bientôt le moment de vérité": malgré les réactions suscitées par le spectaculaire témoignage à charge de son ancien avocat personnel, Donald Trump peut, encore, compter sur le soutien sans faille des dirigeants républicains.

"Les républicains du Congrès font semblant de ne rien voir avec le président Donald Trump: en ignorant ses mensonges, ses subversions des conventions démocratiques et ses attaques contre les institutions du gouvernement ou, quand cela est impossible, en minimisant ses outrages", s'est indigné le New York Times dans un éditorial jeudi.

Politique protectionniste dans un parti défendant traditionnellement le marché libre, attitude conciliante envers le président russe Vladimir Poutine dans un parti longtemps méfiant face à l'ennemi de la Guerre froide, liaisons extraconjugales présumées dans un parti où valeurs familiales et religieuses priment: rien de ce que fait Donald Trump ne semble pouvoir provoquer la fronde des républicains. AFP 26.08

Ils osent tout en famille. Les barbares et la "communauté internationale sont en deuil.

- Entre John McCain et Donald Trump, un mépris mutuel - AFP 26.08

L'une des dernières volontés de John McCain était limpide: il avait fait savoir qu'il ne voulait pas de Donald Trump à son enterrement. AFP 26.08

- John McCain avait raconté comment il a vécu sa défaite face à Obama: "Je dors et je pleure comme un bébé" - Le HuffPost 26.08

- John McCain, sénateur et ancien candidat à l'élection présidentielle américaine, est mort à l'âge de 81 ans - Franceinfo 26.08 L'élus républicain était soigné depuis 2017 pour un cancer du cerveau. Franceinfo 26.08

- John McCain, mort du héros anticonformiste de l'Amérique conservatrice - Liberation.fr 26.08

Le sénateur John McCain, pilote torturé pendant la guerre du Vietnam, candidat à la Maison Blanche est mort samedi à l'âge de 81 ans, des suites d'un cancer du cerveau. Liberation.fr 26.08

- John McCain : mort du franc-tireur de l'Arizona - LePoint.fr 26.08

Le sénateur, qui souffrait d'une tumeur au cerveau, est décédé à l'âge de 81 ans. Héros de guerre, il ne mâchait pas ses mots contre Donald Trump. LePoint.fr 26.08

- McCain : un affranchi parmi les républicains - euronews 26.08

- Mort de John McCain : un hommage manque à l'appel, celui de Donald Trump - LeFigaro.fr 26.08

La mémoire du républicain John McCain était célébrée quasi-universellement ce dimanche aux Etats-Unis. LeFigaro.fr 26.08

- John McCain : l'Amérique meurtrie - M6info 26.08

- John McCain, ancien candidat à la présidence américaine, est mort - Atlantico.fr 26.08

Et ce qu'ils célèbrent : Sa participation "à la destruction d'une partie du monde"

- Décès de John McCain, chef d'une branche du service secret des « Cinq yeux » - Réseau Voltaire 26 août 2018

Le sénateur John McCain est mort, le 25 août 2018, à l'âge de 81 ans. La presse internationale salue en lui un « héros du Vietnam », un « homme intègre » et « sans concession » face au président Trump.

L'action de ce « défenseur de la liberté » au Vietnam se limite à avoir bombardé des civils. En 1967, l'avion qu'il pilotait est descendu par la DCA soviétique alors qu'il détruisait une usine électrique. Fils d'un amiral qui deviendra le commandant en chef du PaCom, il est fait prisonnier de guerre durant cinq ans et sera longtemps torturé.

Il est élu en 1982 à la Chambre des représentants, puis en 1986 au Sénat. Cet homme prétendument intègre est l'un des cinq sénateurs corrompus par Charles Keating (les « Keating five ») pour couvrir ses arnaques aux petits épargnants.

Lors des primaires républicaines de 2000, il affronte George Bush Jr. qui ne croit pas en son héroïsme au Vietnam et l'accuse d'avoir trahi son pays (il avait signé des aveux sous la torture).

Candidat du Parti républicain contre Barack Obama en 2008, il affronte les révélations du New York Times selon qui des sociétés auraient financé sa campagne de 2000 en paiement de ses positions à la présidence de la Commission du Commerce.

Inclassable en politique intérieure, il soutient la condamnation pénale des femmes qui avortent aussi bien que le rejet de la torture.

Depuis 1993, John McCain cumulait son mandat de sénateur et la présidence de l'IRI, un organisme destiné à corrompre les partis politiques de droite dans le monde. L'IRI est un des principaux pseudopodes de la National Endowment for Democracy (le service secret commun des « Cinq yeux » que sont l'Australie, le Canada, les États-Unis, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni). Malgré le montage juridique complexe de ce système, il s'agit là d'une fonction exécutive. Il l'a exercée durant 25 ans, violant le principe de la séparation des pouvoirs, jusqu'au début du mois où il a été remplacé par son ami, le sénateur Dan Sullivan.

En sa qualité de président de l'IRI, il a participé à l'organisation de très nombreux coups d'État et a soutenu toutes les guerres états-uniennes et britanniques sans exception. Il a par exemple préparé le coup d'État manqué contre le président constitutionnel Hugo Chávez au Venezuela, le renversement du président constitutionnel Jean-Bertrand Aristide en Haïti, la tentative de renversement du président constitutionnel Mwai Kibaki au Kenya et, plus récemment, celui du président constitutionnel ukrainien, Viktor Ianoukovytch.

Véritable chef d'orchestre du « printemps arabe », il lance les guerres de Libye et de Syrie lors d'une réunion des services secrets alliés au Caire, en février 2011. Puis, il se rend au Liban pour confier l'approvisionnement militaire des jihadistes en Syrie au député haririste Okab Sakr. À cette occasion, il visite Ersal et décide d'y installer la base de repli que les jihadistes utiliseront ultérieurement contre la Syrie.

En mai 2013, il se rend illégalement au Nord de la Syrie sous protection israélienne. Il y rencontre divers chefs jihadistes, notamment Mohammad Nour qui venait d'enlever 11 civils libanais. Et, selon nous, il rencontre également Abou Bakr al-Baghdadi, le futur calife de Daesh, ce que son secrétariat conteste.

Pourtant un an plus tard, invité du Sean Hannity's Show (Fox News), le 16 septembre 2014, il critique un article relatant la précarité d'un cessez-le-feu entre jihadistes « modérés » et « extrémistes ». Puis il affirme connaître la situation sur le terrain syrien et, se référant à son expérience au Vietnam, il défend l'idée de s'appuyer sur tous les « rebelles » pour renverser la

République arabe syrienne. Pour ce faire, il révèle lui-même avoir rencontrés les leaders de Daesh et être en contact permanent avec eux.

Avec détermination et sans états d'âme, il aura participé à la destruction d'une partie du monde.
Réseau Voltaire 26 août 2018

ACTUALITE EN TITRES

Leur vieux monde. Prostitution et barbarie.

- Karine Ferri exhibe un décolleté prêt à exploser... cette tenue, fallait oser ! - Public
- Photo. Topless, Valérie Bègue pose en tenue très légère au milieu des vignes - Voici.fr
- Aux Etats-Unis, trois hommes sont accusés d'avoir eu des milliers de relations sexuelles avec des animaux - Closer

Je précise que ces titres s'affichent dans la colonne verticale à droite de l'écran de la page Yahoo news, je fais juste un copier/coller des titres.

ACTUALITÉ DU JOUR

La hiérarchie catholique en est resté "au bon vieux temps" du général Videla.

- Des Argentins tournent le dos à l'église, après le rejet de l'avortement - AFP 26.08

Le mouvement prend de l'ampleur en Argentine: depuis le rejet par le Sénat du droit à l'avortement au pays du pape François, de plus en plus de personnes renoncent à leur baptême pour protester contre le poids de cette institution dans le débat public. AFP 26.08

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Le Liban reconnaît-il la fin de la guerre en Syrie ? - Réseau Voltaire 24 août 2018

Le président libanais, Michel Aoun, aurait eu un entretien téléphonique avec son homologue syrien, Bachar el-Assad.

Or, depuis le début de la guerre en Syrie, seul le président russe Vladimir Poutine et le président d'Ossétie du Sud, Anatoli Bibilov, ont des contacts officiels à ce niveau avec la République arabe syrienne.

La majorité des États dans le monde considère que la guerre en Syrie est une « guerre civile », tandis que la Russie et l'Ossétie du Sud affirment que c'est une agression étrangère par jihadistes interposés.

En juin 2012, les différents partis libanais ont conclu la Déclaration de Baabda [1] par laquelle ils se sont engagés à ne pas laisser les institutions libanaises intervenir dans la guerre. Cependant, les partis signataires s'y sont eux-mêmes engagés, d'abord le Courant du Futur (Hariri) du côté des jihadistes, puis beaucoup plus tard le Hezbollah du côté de Damas.

Le président Michel Aoun considère quant à lui que, depuis le sommet Poutine-Trump d'Helsinki (16 juillet 2018), la politique de « distanciation » n'a plus de raison d'être. Il lui revient donc de reconnaître la victoire du président Bachar el-Assad et de négocier directement avec lui le retour des réfugiés et la normalisation de leurs relations.

Au contraire, d'autres responsables politiques libanais, qui considèrent la présidence Trump comme un accident passager et le sommet d'Helsinki comme nul et non avenu, restent attachés à la Déclaration de Baabda imaginée par Barack Obama et Hillary Clinton à la veille de la première Conférence de Genève. Réseau Voltaire 24 août 2018

[1] « Déclaration de Baabda », Réseau Voltaire, 11 juin 2012.

Yémen

- Yémen: 26 enfants tués par des frappes de la coalition - AFP 26.08

Vingt-six enfants ont été tués jeudi au Yémen dans des frappes de la coalition dirigée par l'Arabie saoudite, ont annoncé vendredi des responsables de l'ONU... AFP 26.08

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

LVOG - Budget 2019 : Antisocial !

1- Prestations sociales, heures supplémentaires, emplois aidés : Edouard Philippe dévoile les mesures fortes du budget 2019 - francetvinfo.fr 26.08

Edouard Philippe a dévoilé les grandes lignes du budget 2019 dans un entretien au JDD, dimanche 26 août.

Pour maîtriser les dépenses publiques, trois prestations sociales (l'aide personnalisée au logement, les allocations familiales et les pensions de retraite) "progresseront de façon plus modérée, de 0,3 % par an en 2019 et en 2020 ", a révélé Edouard Philippe. C'est nettement moins que l'inflation, qui a accéléré et s'élevait en juillet à 2,3% sur un an.

En revanche, "les prestations qui bénéficient à nos concitoyens les plus fragiles, comme le RSA, seront augmentées conformément à la loi". Le Premier ministre a en outre assuré que "la prime d'activité, le minimum vieillesse, l'allocation pour les adultes handicapés" augmenteraient "très significativement", conformément aux promesses de campagne du président Emmanuel Macron.

"Nous assumons une politique de transformation et de maîtrise des dépenses qui privilégie, je le redis, la rémunération de l'activité et qui rompt avec l'augmentation indifférenciée des allocations,

a expliqué Edouard Philippe. C'est par le retour à l'activité et une meilleure rémunération du travail que notre pays sera plus prospère."

"Dès le 1er septembre 2019, les cotisations salariales sur les heures supplémentaires seront supprimées pour tous les salariés, dans le privé comme dans le public", a annoncé le Premier ministre au JDD. Selon lui, "cela représentera en moyenne plus de 200 euros supplémentaires par an" pour "une personne payée au Smic" et la mesure coûtera "2 milliards" d'euros. Cette mesure, à l'origine programmée pour 2020, va donc être avancée d'un an. "Nous voulons que les Français puissent revenir vers le travail, que ce travail paie, et qu'il paie de mieux en mieux", a martelé le Premier ministre.

Le chef du gouvernement a confirmé que les contrats aidés verraient leur financement "diminuer". L'exécutif a déjà nettement réduit la voilure, avec seulement 200 000 nouveaux contrats aidés budgétés pour 2018, après 320 000 en 2017 et 459 000 en 2016. "Nous voulons transformer l'action publique en diminuant le financement des politiques qui ne sont pas efficaces, par exemple sur le logement ou les contrats aidés, dont la plupart ne permettent pas d'obtenir ensuite un emploi viable", indique Edouard Philippe.

En parallèle, le gouvernement "engage un effort inégalé pour la formation de ceux qui en ont le plus besoin". "Le chômage baisse (...), les créations d'emploi ont repris et pourtant, dans l'industrie, les services, la restauration ou l'agriculture, il y a des difficultés de recrutements, poursuit Edouard Philippe. Il y a là un problème de compétences auquel il faut remédier en investissant massivement dans la formation."

Dans sa volonté de maîtriser la dépense publique, le gouvernement prévoit également la suppression d'environ 4 500 postes dans la fonction publique d'Etat en 2019, et le chiffre sera "supérieur à 10 000 en 2020". "Nous tiendrons l'objectif du président de la République de supprimer 50 000 postes à l'horizon 2022", selon Edouard Philippe. Emmanuel Macron a promis au cours de sa campagne pour la présidentielle 120 000 suppressions de postes dans la Fonction publique au cours du quinquennat au total, dont 50 000 sur le périmètre de l'Etat où, dans le cadre du budget 2018, 1 600 suppressions de postes avaient déjà été actées.

Interrogé sur la montée en puissance très progressive de ces suppressions de postes, le Premier ministre explique qu'il "ne croit pas à la politique du rabot". "Notre méthode privilégie une transformation de l'action publique en profondeur et le développement du numérique, des économies à long terme et une amélioration du service public, fait-il valoir. La réduction du nombre de fonctionnaires n'est pas le fondement mais la conséquence d'une transformation de l'action publique qui monte en puissance au fil du temps."

"Mais il y aura par ailleurs des recrutements : plus 2 000 agents supplémentaires dans la police, la gendarmerie et à la DGSI, 1 300 à la justice - parce qu'il s'agit de priorités", a indiqué Edouard Philippe.

Edouard Philippe a "écarté l'hypothèse d'une mesure brutale de transfert [du financement des arrêts maladies] vers les entreprises", estimant que "tous les acteurs" doivent agir pour contenir leur progression. Le quotidien Les Echos indiquait début août que l'exécutif envisageait de faire prendre en charge par les entreprises, à la place de la Sécurité sociale, quatre jours d'indemnités journalières pour les arrêts de moins de huit jours. Un projet auquel le patronat s'est vivement opposé.

"Notre politique vise à augmenter la croissance et à favoriser le retour à l'emploi. Nous avons pris beaucoup de mesures pour stimuler l'activité des entreprises et l'investissement, explique le Premier ministre. On ne va pas envoyer de contre-message." Mais "l'enjeu des arrêts maladie est considérable". "Chaque année, un peu plus de 10 milliards d'euros sont consacrés à

l'indemnisation des salariés arrêtés, et ce volume progresse de plus de 4 % par an, poursuit-il. En trois ans, le nombre de journées indemnisées est passé de 11 à 12 par an et par salarié du privé."

Pour Edouard Philippe, "c'est comme si notre pays avait instauré un jour de congé supplémentaire", et la part croissante des dépenses de santé destinées à couvrir les arrêts maladie "veut dire qu'on a moins d'argent pour le financement des hôpitaux ou de nouveaux traitements".

"Tous les acteurs du système doivent se mettre autour de la table pour trouver les moyens de contenir cette progression, exhorte-t-il. Donc il ne s'agit pas de renvoyer vers tel ou tel coût de ces indemnisations - les entreprises pas plus que d'autres. C'est ensemble qu'il faut résoudre le problème. Mais je veux dire à tous que cela ne peut pas durer." francetvinfo.fr 26.08

Police, gendarmerie, DGSI, justice leur priorité, l'appareil policier du régime pour affronter la classe ouvrière !

Philippe a raison : Cela ne "*peut pas durer*" : " Macron et son gouvernement dehors !

LVOG - Ils osent tout. "Il dit tout haut ce que le gouvernement et le patronat pensent tout bas".

2- Supprimer les vacances en juillet-août ? Le curieux référendum non-anonyme d'un Intermarché - leparisien.fr 24 août 2018

Dans l'Hérault, le patron d'un supermarché de la chaîne a lancé un vote pour que ses salariés ne posent plus de congés pendant les vacances d'été.

« Avoir accepté de mettre en place des congés payés au mois de juillet et d'août est pour moi une erreur. » L'aveu lance une lettre adressée aux salariés d'un Intermarché de Villemagne-l'Argentière (Hérault) le 31 juillet. Son auteur ? Le directeur du supermarché, Jean-Pierre Le Berrigo. Son but ? Convaincre ses employés de renoncer à leurs vacances d'été, pour « faire progresser l'entreprise », et entériner l'affaire par un référendum où les votants ne peuvent se retrancher derrière leur anonymat.

Si certains internautes, surpris par des éléments du texte, ont pensé que ce document était un faux, il n'en est rien. Il est bien l'oeuvre de ce patron de ce supermarché installé à 80 km à l'ouest de Montpellier. Sur une page, Jean-Pierre Le Berrigo tente de rallier son personnel à son point de vue.

« Vous êtes tous de très bons professionnels dans vos domaines respectifs, et pour nous deux mois les plus forts vous prenez tous ou presque des congés, écrit-il. C'est au moment où l'on a le plus besoin de vous que vous vous absentez pour laisser vos univers à des saisonniers qui n'ont aucune connaissance de notre métier et aussi, souvent pas forcément l'envie que vous avez de faire bien. »

« Décider sans votre accord ne servira à rien », poursuit la lettre de Jean-Pierre Le Berrigo qui soumet donc la décision au suffrage de ses salariés. Mais à ses conditions. « Ce vote n'est pas anonyme car je considère que nous devons tous assumer nos décisions, justifie-t-il. Les votes non exprimés seront pris en compte comme un oui pour ne pas se retrouver avec une participation trop faible. »

Pour être adopté, le référendum doit être soutenu par « non pas 50 % », mais « 60 % » des salariés du magasin de Villemagne-l'Argentière, « afin que [la] décision soit incontournable grâce à

l'adhésion d'un maximum d'entre vous ». En bas de la lettre, l'employé est invité à entourer « oui » ou « non » et à indiquer les motivations de son choix.

Contacté par Le Parisien, Jean-Pierre Le Berrigo, agacé par la fuite du document sur Internet, a refusé de nous répondre par téléphone. Via Facebook, il nous a parlé de « bel exemple de démocratie dans l'entreprise ». « Il n'y a rien contre les lois du travail. Je les respecte. Comme mes salariés. La preuve, pas de passage en force. »

Légal son référendum ? Sur le fond, oui. « Rien n'interdit d'empêcher ses salariés de positionner leurs jours de congé à telle ou telle date, nous explique Me Eric Rocheblave, avocat en droit du travail. Il n'y a pas de droit imprescriptible d'avoir ses vacances en août. Avec les lois adoptées en mars 2018, l'employeur peut conclure un accord d'entreprise avec ses salariés et peut le faire par référendum. »

Sur la forme, le dossier est bien moins correctement ficelé. « La loi précise que la consultation doit être secrète, donc il ne peut pas interdire les votes anonymes, poursuit l'avocat. Sur sa majorité de 60 % de oui, ça n'est pas vraiment une faveur puisqu'il faut l'accord de deux tiers des salariés pour qu'un tel accord soit adopté. »

A priori, ses salariés ne l'ont pas suivi. « Ça divise, il y a des avantages et des inconvénients de chaque côté », nous explique une employée de l'Intermarché. « Dans mon rayon, on est contre », nous glisse l'un de ses collègues.

« J'ai perdu je pense », nous indique Jean-Pierre Le Berrigo qui a déjà reçu « pas mal » de réponses. Le suspense ne devrait pas durer jusqu'à la fin du mois de septembre, date où il doit proclamer les résultats du référendum. Et où il lui faudra peut-être commencer à réfléchir au planning des prochaines vacances d'été. leparisien.fr 24 août 2018

Chasse aux pauvres : Chassons-les du pouvoir !

3- L'arrêté «antimendicité» de Besançon contesté en justice - Liberation.fr 24 août 2018

Des recours ont été déposés ce vendredi devant le tribunal administratif pour tenter de faire annuler la mesure très polémique prise début juillet par le maire LREM (ex-PS - ndlr) de la préfecture du Doubs.

Le texte, censé empêcher «tout trouble à l'ordre public» selon l'édile, interdit du 10 juillet au 30 septembre, de 10 heures à 20 heures et du lundi au samedi, «la consommation d'alcool, la mendicité, accompagnée ou non d'animaux, les regroupements, ainsi que la station assise ou allongée lorsqu'elle constitue une entrave à la circulation publique». Il s'applique principalement dans le centre-ville. Le risque ? Une amende de 38 euros.

Le maire, l'ex-socialiste Jean-Claude Fousseret, qui a rejoint les rangs de la majorité, se défend de toute chasse aux pauvres, et martèle «rester de gauche» tout en soulignant que la mesure ne s'applique que «dans 1% de la surface de la commune». Il justifie cette mesure par les récriminations constantes des commerçants et des riverains du secteur concerné.

Plusieurs autres villes de France ont pris des arrêtés similaires ces dernières semaines, comme La Roche-sur-Yon ou encore Nice, en vertu des pouvoirs de police conférés aux maires par le code général des collectivités territoriales. A Besançon, cette décision, saluée par l'union des commerçants, suscite pourtant l'ire de nombreux habitants. Ainsi, une manifestation a rassemblé environ 200 personnes le 18 août. Une pétition en ligne a également été lancée et un autre rassemblement est prévu le 1er septembre pour exhorter le maire à faire marche arrière. Le mot d'ordre ? «Je suis assis.» Liberation.fr 24 août 2018

Que le maire de Besançon, Jean-Claude Fousseret, soit un ex-PS n'étonnera plus personne.

Le 26 août 2018

CAUSERIE ET INFOS

Après plusieurs essais cela fonctionne au format zip. Have a good day.

Le portail sera actualisé demain. En attendant, j'ai téléchargé dans le serveur du portail 4 morceaux de musique destinés à ma fille et aux lecteurs que cela intéresserait et qui ne possèderaient pas d'application pour en télécharger sur Internet dans leur disque dur. Par la messagerie électronique, il n'est pas non plus possible d'envoyer des fichiers volumineux tels des concerts ou des films, avec outlook le volume est limité à 40 MO. Je ne télécharge que des vidéos accessibles gratuitement au téléchargement. En stock, 1.300 environ pour la musique et plus de 750 films. Je précise qu'il ne s'agit pas de téléchargements illégaux (Youtube uniquement).

Si cela fonctionne, j'envisage d'en télécharger des dizaines, voire beaucoup plus, tout dépendra de l'intérêt manifesté par les lecteurs. On peut même envisager qu'un lecteur souhaite télécharger un morceau de musique qui lui tient à cœur, et que je le mette en ligne spécialement pour lui pendant quelques jours, le temps qu'il le charge dans son ordinateur. Je suis rustre, mais sympa non ?

Un conseil qui vaut ce qui vaut.

Pendant que j'y suis, aujourd'hui on télécharge un tas de vidéos que l'on peut visionner autant de fois que l'on veut quand on le souhaite, mais il se pourrait que ce ne soit plus le cas dans l'avenir. Car il suffirait qu'ils actualisent le lecteur de vidéos qui se trouve dans votre ordinateur en supprimant dans le logiciel la possibilité de lire d'anciennes vidéos pour que vous ne puissiez plus en regarder aucune, ceci une fois qu'ils auraient rendu payant le téléchargement de chaque vidéo, ils y viendront un jour cela ne fait aucun doute, vous avez saisi ? Et même si vous bloquez l'actualisation de ce logiciel, il leur suffirait que vous vous connectiez sur Internet pour introduire dans votre ordinateur comme une sorte de virus qui vous en interdirait l'accès.

Aussi, si vous envisagez de changer d'ordinateur, ne vous séparez pas de votre vieil ordinateur, mettez-le précieusement de côté, il pourrait bien vous être utile plus tard. Gardez aussi les CD-ROM du système dans lesquels figure ce logiciel (VideoLAN). Et n'utilisez jamais votre vieil ordinateur pour vous connecter à Internet.

Pour le moment nous n'en sommes pas encore là. Cependant, ils ont été jusqu'à supprimer la possibilité d'accéder à des vidéos avec le système XP de Microsoft depuis mai 2018, donc de télécharger de nouvelles vidéos. Une autre opération était prévue au mois d'août 2018, pour le moment je n'ai constaté aucun effet. Bien entendu, ils n'ont pas prévenu les utilisateurs du système XP qui ont été mis devant le fait accompli, les GAFAM osent tout comme vous le savez, en toute impunité, donc il faut s'attendre à tout de leur part. Dorénavant j'utilise l'ordinateur portable pour télécharger des vidéos puisqu'il fonctionne sous le système 7 de Microsoft, et cela me fait chier de passer d'un ordinateur à l'autre, je n'ai franchement pas de temps à perdre. Pour un peu je vais devoir acheter une seconde souris plus pratique et un autre clavier car celui du portable est en anglais, j'ai déjà un écran 15' de secours, après c'est le manque de place, il me faudrait une troisième table, on n'en finit plus, c'est un truc de dingue ! Et moi qui avais horreur de l'informatique ! Comme quoi on n'est vraiment pas libre !

A plus tard, bon moral et bon courage, le combat continue... en musique !